

de la Chambre, je me résume en quelques mots:

1. Je suis cordialement en faveur de l'emprunt de guerre projeté. Je suis également en faveur des impôts qui seront nécessaires pour le service de l'intérêt sur l'emprunt de guerre. Avec tous mes collègues de l'opposition, je suis prêt à donner mon concours à toute mesure permettant au Gouvernement d'apporter une aide effective à l'empire, dans les circonstances critiques qu'il traverse. Reprenant l'expression de l'honorable député de Renfrew-sud (M. Graham), je dis "des millions pour la guerre, pas un dollar pour les pots-de-vin".

2. Je suis opposé à une élévation de 7½ p. 100 dans le tarif général, parce que les droits sont augmentés sans discernement. L'impôt pèsera plus lourdement sur les classes le moins en état de le supporter. Il n'augmentera pas le revenu d'une manière appréciable et ne pourra manquer d'enrichir les coalitions.

3. Je m'oppose tout particulièrement à la surtaxe de 5 p. 100 sur les produits anglais. Par cet impôt nous traitons la Grande-Bretagne comme un pays étranger et nous portons atteinte à son commerce. S'il fut jamais un temps où le commerce de l'Angleterre eut besoin de protection, c'est bien en ce moment où la mère patrie lutte pour son existence et la nôtre.

4. Le budget qui a été déposé n'est pas un budget de guerre. Autrement, je l'appuierais volontiers. Le ministre des Finances a admis lui-même que pas un dollar de ce budget, à l'exception de l'intérêt sur l'emprunt de guerre, ne sera employé à poursuivre la guerre; d'ailleurs, l'intérêt sur l'emprunt sera aussi emprunté, de même que le capital.

5. Le Gouvernement, en constatant le fléchissement du commerce et du revenu, aurait dû adopter une politique d'économie; si le Gouvernement avait adopté une pareille politique pendant les quatre dernières années, même s'il l'adoptait aujourd'hui, les nouveaux impôts ne seraient pas nécessaires.

Je voterai en faveur de l'amendement.

M. S. FRANCIS GLASS (Middlesex-est): Monsieur l'Orateur, c'est la première fois que j'ai l'honneur de prendre la parole dans cette Chambre et j'espère qu'il ne m'arrivera pas d'enfreindre aucun de ses règlements. J'ai suivi avec intérêt les remarques de mon honorable préopinant (M. Sinclair), de même que j'ai porté, hier, une attention toute spéciale au discours prononcé par l'honora-

[M. Sinclair.]

ble député de Red-Deer (M. Michael Clark) parce que ses discours antérieurs et son attitude bien connue sur le libre-échange et le cobdenisme m'avaient donné une haute opinion de son talent oratoire.

Je ne crois pas cependant que ses arguments aient modifié mon opinion sur la protection. Je n'ignorais pas qu'il a habité l'Angleterre où le libre-échange est pratiqué depuis longtemps et où il a donné d'excellents résultats. Mais je ne puis pas oublier, non plus, que l'empire allemand et que la grande république américaine, à l'aide de la protection et d'un système tout différent, ont su développer leurs industries et donner de l'expansion à leur commerce, à un plus haut degré encore que l'Angleterre, si c'est possible. A mon sens, la mère patrie se trouve encore dans des conditions qui lui font, pour ainsi dire, une nécessité du libre-échange. Mais au Canada, depuis l'adoption de la politique nationale, les électeurs n'ont jamais voulu d'autre système fiscal.

L'honorable député de Guysborough (M. Sinclair) a parlé de la panacée que le gouvernement libéral a offert au pays en 1911, pour guérir les maux dont le peuple était censé souffrir, à une époque où le revenu était abondant et le pays prospère.

Nos honorables adversaires crurent, dans leur sagesse, qu'il était de bonne politique de détruire l'admirable structure élevée pendant de longues années de protection, et de lier notre sort à celui des Etats-Unis, en ouvrant librement le marché canadien à nos voisins.

Je remercie mon honorable ami de m'avoir fourni l'occasion de revenir sur cette question de la réciprocité, et si c'est le désir de l'opposition d'en appeler de nouveau au peuple sur cette question, je n'ai aucun doute que le résultat sera ce qu'il a toujours été depuis 1878. En différents temps, les électeurs ont été appelés à se prononcer sur des questions semblables. Les libéraux semblent croire que les Canadiens de ce pays ne savent pas ce qu'il leur faut. Chaque fois que les contribuables de ce pays ont été consultés, ils se sont prononcés en faveur de la protection.

La situation actuelle est une situation extraordinaire. Jamais avant aujourd'hui le pays ne s'est trouvé dans de pareilles conditions et les honorables membres de la gauche, si j'en juge par leurs discours, voudraient faire croire au pays et se convaincre eux-mêmes qu'il ne faut attribuer à la guerre que les dépenses strictement occasionnées par l'envoi de secours à la mère